

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 05/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GROUPE MEAC SAS

10, Le Cormier
44110 Erbray

Références : N1-2024-373-Rapport
Code AIOT : 0006300040

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2024 dans l'établissement GROUPE MEAC SAS implanté Route de Saint-Julien La Ferronière - La Rousselière 44110 Erbray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GROUPE MEAC SAS
- Route de Saint-Julien La Ferronière - La Rousselière 44110 Erbray
- Code AIOT : 0006300040
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière d'Erbray est une carrière de roches massives (calcaire) dont l'activité a été prolongée par l'arrêté d'autorisation du 27/06/2019. La carrière est constituée de deux excavations localisées sur deux lentilles calcaires indépendantes, respectivement La Rousselière et La Ferronière. Le plan de phasage prévoit la finalisation de l'extraction dans l'excavation de La Rousselière avant de reprendre l'activité au sein de l'excavation de la Ferronière. La production maximale autorisée est de 300 000 tonnes par an (250 000 t/an en moyenne).

L'exploitation de la carrière se fait par campagnes. Après extraction par tirs de mines, les matériaux sont concassés par des installations de traitement mobiles. Les matériaux concassés sont ensuite transportés par convoyeurs depuis La Rousselière jusqu'à l'usine de carbonate de calcium. Les matériaux présentant les spécifications suffisantes sont utilisés comme matière première au sein de

l'usine. Les autres matériaux sont commercialisés comme granulats.

Lors de la visite, l'excavation de la Rousselière a été visitée ainsi que la parcelle ZV5 au sud-ouest de l'excavation et la zone d'évitement au nord-ouest de l'excavation.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Tirs de mines
- Eau de surface
- Mesures ERC

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Mesures ERC	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 4.3	Demande d'action corrective	1 mois
8	Dossiers de tirs	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 3.4.6	Demande d'action corrective	1 mois
9	Transmission des résultats	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 3.4.7	Demande d'action corrective	1 mois
10	Surveillance géotechnique	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.4.3	Demande d'action corrective	1 mois
11	Plan de surveillance des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 5.3.1	Demande d'action corrective	1 mois
12	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 5.3.2	Demande d'action corrective	1 mois
13	Surveillance des rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 6.4.5	Demande d'action corrective	1 mois
14	Nettoyage des séparateurs à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 6.4.5	Demande d'action corrective	1 mois
15	Rejets des séparateurs à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 6.4.5	Demande d'action corrective	1 mois
16	Mesures de bruit	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.2.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Limites de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 1.2.2	Sans objet
2	Respect du périmètre autorisé	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 1.2.1	Sans objet
4	Suivi ERC	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 4.3	Sans objet
5	Préparation des tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 3.4.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Valeurs limites de vibrations	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 3.4.4	Sans objet
7	Surveillance des vibrations	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 3.4.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a stocké des matériaux au sein de parcelles réservées pour des mesures ERC relatives à la biodiversité. Il doit remettre en état les terrains et/ou proposer des mesures alternatives répondant au même objectif. Ces propositions devront prendre la forme d'un porter à connaissance au préfet. L'exploitant devra également porter à connaissance la réalisation d'une piste pour véhicules légers dont une partie passe en dehors du périmètre autorisé.

Concernant les suivis environnementaux, l'exploitant doit :

- respecter la fréquence des suivis de rejets d'eau,
- redéfinir les points de suivis des retombées de poussières au niveau des habitations sous les vents de l'exploitation,
- réaliser les mesures de bruit selon la méthode d'expertise.

Il doit respecter la fréquence annuelle de nettoyage du séparateur à hydrocarbures.

Il doit transmettre son plan d'actions suite aux recommandations figurant dans la dernière étude de stabilité.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Limites de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 1.2.2
Thème(s) : Autre, Capacités de la carrière
Prescription contrôlée : La production moyenne annuelle de la carrière ne peut dépasser 250 000 tonnes. [...] La côte minimale d'extraction est de – 20 m NGF au niveau de la fosse de La Rousselière et de – 15 m NGF au niveau de la fosse de La Ferronnière [...]
Constats : Les données de production des dernières années ont été consultées sur GERE. Les déclarations de production de l'exploitant sont les suivantes : 2020 : 16 kt ; 2021 : 11 kt ; 2022 : 1,1 kt lié à un problème du convoyeur. Pour 2023, l'exploitant indique que la production a été de l'ordre de 20 à 22 kt. Concernant la côte d'extraction : préalablement à la visite, l'exploitant a transmis les plans d'exploitation de la carrière du 02/10/2023. La côte de fond de fouille est à environ + 17 m NGF au niveau de la fosse de la Rousselière et de + 16 m NGF au niveau de la fosse de la Ferronnière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant a indiqué au cours de la visite que le tapis de plaine allait être prochainement changé compte-tenu de son état de vétusté. Les travaux sont prévus entre juin et octobre 2024. Pendant

cette période, l'exploitant a prévu de réaliser l'exploitation au niveau de l'excavation de la Ferronnière. Le plan de phasage actuel prévoit que l'exploitation ne se fasse qu'ultérieurement dans cette zone. **Il est donc demandé à l'exploitant de porter à connaissance du préfet cette modification, avec les éléments particuliers prévus pour la reprise d'exploitation à la Ferronnière (en particulier, mesures de bruit à réaliser).**

Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Respect du périmètre autorisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Périmètre autorisé

Prescription contrôlée :

L'autorisation porte exclusivement sur les parcelles de la commune d'Erbray dont la liste figure dans le tableau ci-après.

Le périmètre d'autorisation est reporté sur le plan joint en annexe.

Constats :

Sur le plan d'exploitation transmis préalablement à la visite, et lors de la visite du site, il a été constaté qu'une piste passe sur la parcelle ZV5, sur une longueur d'environ 90 mètres. La parcelle ZV5 ne fait pas partie du périmètre autorisé pour l'exploitation de la carrière. Cette parcelle est classée Nc (secteur naturel exploité en carrière) au PLU de la commune d'Erbray. L'exploitant est propriétaire de la parcelle.

L'exploitant indique que cette piste est utilisée uniquement par des véhicules légers dans le cadre de la réalisation de rondes de surveillance autour de l'excavation de la Rousselière. La piste a été réalisée pour s'éloigner du bord du front, où était située la piste historique, et créer un fossé permettant d'empêcher les eaux de ruissellement de se diriger vers ce front.

La consultation du dossier montre que la piste historique passait précédemment à moins de 10 mètres du haut du front le plus proche. Cette zone du front sud est concernée, dans sa partie sommitale, par une "zone de faille : traces d'érosion intéressant les terrains de couverture et altérites avec chute de matériaux" (extrait du rapport "diagnostic de stabilité des fronts de taille" - Fondasol - 23/12/2023).

Il est considéré que la réalisation de cette piste, pour une utilisation occasionnelle par des véhicules légers, ne constitue pas une exploitation en-dehors du périmètre autorisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est invité à porter cette modification à la connaissance du préfet.

Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Mesures ERC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Milieux naturels

Prescription contrôlée :

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

A/ Mesures d'évitement : [...]

Protection des terrains remaniés au nord-ouest de la fosse de la Rousselière (mesure E4) : l'ensemble diversifié de milieux aquatiques, humides, mésophiles et secs, sur sols superficiels (terrains décapés) ou minéraux (remblais de schistes) au nord-ouest de la Rousselière sera conservé

<p>en l'état.</p> <p>B/ Mesures de réduction : [...]</p> <p>Extensification des modalités de gestion des jachères (Mesure R4) : les jachères prairiales de la carrière non ou peu visibles depuis l'extérieur (en particulier deux secteurs de friches maigres du site de la Rousselière, et lisières de haies et boisements) feront l'objet d'une seule fauche annuelle, si possible tardive (octobre).</p> <p>Mesures d'accompagnement : [...]</p> <p>Aménagement d'une mare sur la zone humide de la Rousselière (Mesure A2) : une mare à inondation temporaire sera aménagée sur les terrains conservés en l'état au nord de la fosse au niveau de la zone humide longeant le fossé des eaux d'exhaure.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté le stockage de matériaux au sein de la zone d'évitement des terrains objet de la mesure E4 (à l'est de ce la zone). La surface est estimée à environ 1 000 m² sur Géoportail. La surface globale à éviter est de 20 300 m².</p> <p>Sur la même zone, il a été constaté la réalisation de la mare (mesure A2) à l'Ouest de la zone d'évitement de la mesure E4.</p> <p>Par ailleurs, la zone concernée par l'extensification des modalités de gestion des jachères (mesure R4) présentait, lors de la visite, la présence de stockage de matériaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><i>L'exploitant doit remettre les terrains concernés par les mesures E4 et R4 dans les conditions prévues par l'arrêté préfectoral et l'étude d'impact de 2017 ou proposer des mesures alternatives sur la base de recommandations d'écologues. Cette remise en état devra être vérifiée par un écologue et le rapport de cette vérification transmis à l'inspection des installations classées.</i></p> <p><i>Plus généralement, l'exploitant doit préciser les mesures mises en œuvre ou à mettre en œuvre sur le site pour identifier et empêcher l'accès aux zones faisant l'objet de mesures ERC.</i></p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N°4 : Suivi ERC

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Milieux naturels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Suivi des mesures ERC et gestion des habitats (Mesure A5) : une structure naturaliste sera missionnée durant toute la durée de l'autorisation pour le suivi de la colonisation des milieux aménagés (mesures R3, R4, C1, C2, A1, A2, A3 et A4). Le suivi des milieux aménagés sera annuel durant trois ans, puis biennal durant dix ans, puis triennal.</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le rapport du suivi réalisé par un ingénieur écologue en 2022. Il a porté sur des relevés d'amphibiens et de reptiles, ainsi que de relevés floristiques. Un relevé relatif au faucon pèlerin a été réalisé par un autre écologue. Le résultat est joint au rapport.</p> <p>Le suivi a permis de définir de nouvelles zones d'entretien à fauche tardive notamment pour la préservation de 3 espèces d'orchidées des terrains calcaires, rares dans le massif armoricain.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°5 : Préparation des tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 3.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines
Prescription contrôlée : La quantité maximale d'explosif utilisée pour chaque tir est de 2 500 kg. Le nombre de tirs de mine est limité à quatre tirs par mois et 24 tirs par an. [...] la qualité de la foration est contrôlée par des moyens appropriés (par exemple des sondes électromagnétiques). Un rapport de foration doit systématiquement être établi à l'issue de la foration. Ce rapport doit mentionner en particulier l'ensemble des phénomènes géologiques rencontrés (faille, vide, karst, argile...). [...]
Constats : Deux tirs ont été réalisés en 2023. Un premier tir a été réalisé en 2024. La quantité maximale d'explosifs utilisée pour ces trois tirs a été de 1675 kg. Les dossiers de tirs comportent les rapports de foration précisant notamment les différents types de matériaux rencontrés lors de la foration. Un document présente la mesure de l'inclinaison, l'orientation et la profondeur de chaque trou foré.
Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Valeurs limites de vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 3.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. De plus, sur l'année civile, seuls 20 % des tirs peuvent être à l'origine de vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s tout en restant inférieures à 7 mm/s. Sur l'année civile, si moins de 10 tirs sont réalisés, seuls 2 tirs peuvent être à l'origine de vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s tout en restant inférieures à 7 mm/s. [...] Par ailleurs, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour que le niveau de pression acoustique de crête soit inférieur à 125 décibels linéaires lors des tirs de mines.
Constats : Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis la synthèse des résultats des mesures de vibration et de surpression acoustique pour les 3 derniers tirs (2 tirs réalisés en 2023 et 1 tir réalisé en 2024). Les résultats sont conformes (mesure de vibration maximum = 4 mm/s - mesure de surpression acoustique maximum = 111 dB)
Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Surveillance des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 3.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines
Prescription contrôlée : Chaque tir d'abattage doit donner lieu à des mesures de vibrations et de pression acoustique aux emplacements suivants situés au niveau de l'habitation la plus proche du tir, sous réserve de

l'accord des propriétaires. A défaut d'accord des propriétaires, un emplacement représentatif de celui susmentionné, aménagé à cet effet et constitué de plots en béton d'au moins 80 cm de profondeur dans le sol ou aménagé sur le rocher s'il est affleurant, peut être utilisé pour les mesures. Surveillance des tirs réalisés au niveau de la fosse de la Rousselière :

- un analyseur situé au lieu-dit La Pelouinais. [...]

Les analyseurs de vibrations et les appareils associés doivent être vérifiés et contrôlés tous les ans par un organisme extérieur. L'exploitant doit conserver une trace des attestations ou des rapports de contrôles pendant au moins 3 ans.

Constats :

Deux tirs de mines ont été réalisés en 2023. Un tir de mines a été réalisé en 2024 (à la date de la visite). Ces tirs ont été réalisés dans l'excavation de la Rousselière. Pour ces tirs, une mesure des vibrations a été réalisée au niveau du lieu-dit La Pélouinais.

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis les certificats d'étalonnage des capteurs de vibration et des micros utilisés pour les mesures.

Type de suites proposées : Sans suite

N°8 : Dossiers de tirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 3.4.6

Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines

Prescription contrôlée :

Pour chaque tir, l'exploitant dispose au minimum des indications suivantes :

- identification de la carrière ;
- date et heure du tir ;
- plan du gisement avec position du tir ;
- description détaillée du tir : nombre de trous ; masse totale d'explosifs ; charge unitaire ; nature des explosifs ; mode d'amorçage ; durée du tir ; plan du tir en coupe et vue de dessus ; résultat des contrôles de foration et d'épaisseur de la banquette à abattre ;
- résultats des mesures de vibrations et de pressions acoustique : identification de l'appareil de mesures ; localisation de la mesure ; enregistrement fourni par l'appareil (vibrations et pression acoustique).

Constats :

Lors de la visite, les dossiers de tirs ont été consultés, pour les trois tirs réalisés en 2023 et début 2024.

Les dossiers comportent l'ensemble des documents demandés **à l'exception du contrôle de l'épaisseur de la banquette.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°9 : Transmission des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 3.4.7

Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines

Prescription contrôlée :

Annuellement, l'exploitant transmet un récapitulatif commenté des mesures réalisées.

Constats :

L'exploitant ne transmet pas un récapitulatif annuel des mesures réalisées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Le récapitulatif peut être transmis via la déclaration GERP.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°10 : Surveillance géotechnique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risques géotechniques
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder aussi souvent que nécessaire, et au moins une fois tous les cinq ans avant le début d'une nouvelle phase d'exploitation, par une personne compétente, à une étude des instabilités rocheuses. Il communique cette étude à l'inspection des installations classées avec ses conclusions et ses propositions.
Constats : Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis un « Diagnostic de stabilité des fronts de taille » réalisé par la société Fondasol en 2023. Les conclusions de ce rapport font part d'un certain nombre de recommandations. L'exploitant n'a pas transmis d'analyse de ces propositions et ni de présentation des actions réalisées et/ou prévues. Une surveillance des fronts a néanmoins été mise en place. Elle est tracée dans un registre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit produire une analyse des recommandations du bureau d'études et présenter les actions réalisées et/ou prévues ainsi que le délai associé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°11 : Plan de surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 5.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance comprend : - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (type b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (type c).

Constats :

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le plan de surveillance des émissions de poussières (V3 – août 2023). Les éléments relatifs aux zones d'émission de poussières et leur importance respective, aux conditions météorologiques et topographiques sur le site sont bien décrits.

Cependant, il est indiqué que "la zone habitée de la Pélouinais ne se trouve pas sous les vents dominants" et il est choisi en alternative le point 3. Cependant, ce point 3 ne se trouve pas sous les vents dominants (d'ouest ou de nord-est) des activités susceptibles d'émettre de la poussière au sein de la zone de la Rousselière alors que le lieu-dit de La Pélouinais se situe exactement sous les vents dominants d'Ouest.

Par ailleurs, le lieu-dit La Basse-Rousselière est sous les vents dominants de nord-est de la fosse de la Rousselière et il n'est pas prévu de point de mesure à cet endroit (point de type (b)).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra redéfinir la localisation des points de suivis des retombées de poussières au niveau des habitations sous les vents de l'exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°12 : Surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 5.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Émissions de poussières

Prescription contrôlée :

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois selon la norme NF X 43-014.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$.

L'objectif cible est de $350 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. [...]

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance la fréquence de suivi peut devenir semestrielle.

Constats :

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le « Bilan annuel des retombées atmosphériques des poussières 2023 » (Kali'air) ainsi que les rapports des campagnes des mesures pour le deuxième semestre 2022 et les deux semestres 2023.

La surveillance est semestrielle depuis 2020.

En 2023, les campagnes de mesures se sont déroulées en mars / avril et en septembre / octobre. Les campagnes ont duré chacune 29 jours. Les poussières sont analysées conformément à la norme NF X 43-014. Les résultats portent sur la somme des poussières solubles et insolubles.

Seul le point 3 est présenté comme un point de type (b) alors que le plan de surveillance des émissions de poussières considère que les points 1 et 2 sont également de type (b). Le point 1 présente un résultat relativement important lors de la première campagne ($484 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{j}$) cependant la moyenne annuelle 2023 est inférieure à $350 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{j}$ ($261 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{j}$). La moyenne annuelle glissante pour la période précédente (2^{ème} semestre 2022 et 1^{er} semestre 2023) est également inférieure à $350 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{j}$.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'ensemble des points de type (b), positionnés pour la surveillance des habitations, doivent faire

l'objet d'un comparatif aux valeurs de 350 mg/m²/j et 500 mg/m²/j.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°13 : Surveillance des rejets d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 6.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser à une fréquence semestrielle, par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité du rejet aux présentes dispositions. La conductivité est également mesurée.</p> <p>[tableau des valeurs limites de rejet]</p> <p>Art 2.6 : Les prélèvements, analyses et mesures sont réalisés par des personnes compétentes selon les normes, ou à défaut selon les règles de l'art, en vigueur au moment de leur exécution.</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis les rapports des analyses réalisées par Inovalys sur les rejets liés aux deux excavations (prélèvements réalisés le 15/06/2022 et le 27/04/2023). Les analyses portent sur l'ensemble des paramètres demandés.</p> <p>La mesure de la température est également réalisée in situ et est reportée dans un tableau.</p> <p>Cependant, les analyses n'ont pas été réalisées de façon semestrielle en 2022 et 2023.</p> <p>Par ailleurs, le prélèvement est réalisé en interne et le laboratoire d'analyses note, pour le prélèvement de 2023 que le délai de transmission était trop important et que le flacon utilisé était non conforme pour l'analyse de l'indice hydrocarbures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit veiller à respecter la fréquence des analyses de rejets d'eau.</p> <p>Les prélèvements doivent être réalisés par une personne compétente, dans les règles de l'art.</p> <p>Un guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE a été édité par le Ministère de la Transition écologique (dernière version : février 2022).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°14 : Nettoyage des séparateurs à hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 6.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositifs de collecte d'hydrocarbures (décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures ...) et les rétentions doivent être nettoyés aussi souvent que nécessaire et, dans tous les cas, au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis la facture pour le pompage et nettoyage de deux séparateurs à hydrocarbures (intervention le 20/02/2023, société LEHEE JAN MAINE</p>

ENVIRONNEMENT).
Il n'a pas été réalisé de nettoyage des séparateurs à hydrocarbures depuis février 2023 : la fréquence annuelle de nettoyage n'est pas respectée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°15 : Rejets des séparateurs à hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 6.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure à une fréquence a minima annuelle que la concentration en hydrocarbures des eaux en sortie des séparateurs à hydrocarbures est inférieure à 10 mg/l avant nettoyage de l'équipement.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de mesure de rejets en sortie des séparateurs à hydrocarbures en 2022 et 2023. Il explique que la carrière a très peu fonctionné ces dernières années.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°16 : Mesures de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. La fréquence des mesures est la suivante : la fréquence des mesures est annuelle ; si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ; si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent. [...] Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de la carrière et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par le chantier sur une durée d'une demi-heure au moins. Les mesures d'émergences sont systématiquement réalisées chez les tiers les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel. Points de contrôle des émergences lors de l'exploitation de la fosse de la Rousselière : 1- La Rousselière 2- La Pélouinais

3- La Basse Rousselière

4- Les Garrelières [...]

Une mesure des niveaux sonores est également réalisée à la même fréquence aux points 1 et 2 lors de l'exploitation de la fosse de la Rousselière [...]

Constats :

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le « rapport de mission acoustique – constat des niveaux sonores 2021 » (ENCCEM). Les mesures ont été réalisées le 20/04/2021 selon la méthode de contrôle de la norme NF S 31-010. Les mesures d'émergence ont été réalisées au niveau des 4 points de mesure prévus. Les mesures de limite de propriété ont été réalisées à des endroits différents de ceux prévus cependant le rapport permet de connaître les résultats des niveaux sonores aux points 1 et 2. Les résultats sont conformes.

Pour une partie des points de mesure, la différence entre L_{aeq} et L_{50} est supérieure à 5dB. Dans ce cas, la méthode de contrôle ne peut pas être utilisée. Par ailleurs, avec la méthode de contrôle, une conclusion quant à la conformité des émissions sonores de l'établissement ne peut être tirée que si le résultat de la mesure diffère de la valeur limite considérée de plus de 2 dB(A), ce qui n'était pas le cas pour le point 1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les mesures de bruit devront donc dorénavant être réalisées selon la méthode d'expertise.

Elles devront permettre de vérifier le respect de la prescription de l'article 8.2.3 relative aux tonalités marquées.

Par ailleurs, des mesures de bruit devront être réalisées en cas d'extractions réalisées dans l'excavation de la Ferrière. Il sera possible de ne pas réaliser de mesure au niveau du point 6 qui correspond à une habitation désaffectée à détruire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois